

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques 25 au C.T.L du 07 janvier 2016

Lors du comité Technique ministériel du 13 octobre dernier nos ministres, dans leurs propos, n'ont fait que confirmer le fossé qui se creuse entre la direction de nos ministères et l'expérience des agents dans les services.

Ce sont encore 2 568 suppressions d'emplois actées pour 2016, sans compter les économies importantes réalisées sur les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

La saignée continue et nos ministres n'hésitent plus, crânement, à souligner que Bercy est le ministère qui fournit la contribution la plus importante aux réductions d'effectifs.

Peu importe les agents, leur charge de travail, leurs conditions de travail, les missions, le service public, obnubilés qu'ils sont par ce qu'ils considèrent comme prioritaire pour le redressement de la France, c'est-à-dire l'essor des entreprises, du moins celui des grands groupes industriels et financiers.

Dans ce contexte insupportable de suppression d'emploi, la DGFIP aura perdu 25 % de ses effectifs en 14 ans, cela est digne d'un plan social quasiment jamais vu nulle part ailleurs.

Au niveau de notre département, le volet emploi du PLF prévoit 28 suppressions de postes pour 2016 !

Pour rappel, depuis 2010 la DRFIP du Doubs, désormais reléguée au rang de simple DDFIP, aura perdu 151 emplois, soit près de 20% de ses effectifs implantés.

Au gré des suppressions d'emplois qui se sont accumulées depuis toutes ces années, les agents de notre département n'en peuvent plus. Ils n'ont plus les moyens de remplir leurs missions.

Ces suppressions d'emplois que vous nous proposez une fois de plus cette année alors que nos services sont déjà exsangues, sont inacceptables, intolérables et totalement irresponsables.

Dès lors, refusant de cautionner par leur simple présence vos décisions inadmissibles et après avoir boycotté une première fois le traditionnel CTL consacré à la destruction d'emplois, les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 vous indiquent qu'ils ne participeront pas à ce Comité Technique convoqué en seconde instance.

Les élus Solidaires Finances Publiques 25